

Riches, pauvres

LE GRAND ÉCART

Vingt-quatre milliardaires possèdent aujourd'hui autant d'argent que les trois milliards de personnes les plus pauvres de la planète. Même en Belgique, où les inégalités restent pourtant raisonnables, la société est en réalité profondément fragmentée.

C'est l'histoire de deux courbes qui vont se croiser le 1^{er} janvier 2016 et menacent de ne plus jamais se rencontrer par la suite. La première fonce, sans fléchir, vers le haut. Elle représente le fameux 1 % des personnes les plus riches du monde. La seconde dégringole vers le bas. Elle symbolise les autres, les 99 %. Au nouvel an, le 1 % va détenir plus de la moitié du patrimoine mondial, selon une projection faite par Oxfam sur la base du Global Wealth Databook du Crédit Suisse. Juste après ces super-favorisés, le cinquième de l'humanité le plus riche se partage le gros de l'autre moitié. Les miettes, soit à peine 5,5 % du patrimoine mondial, sont réparties entre le reste de la population mondiale. C'est-à-dire 5,9 milliards d'êtres humains.

Ces chiffres, à eux seuls, illustrent la profonde inégalité qui caractérise le monde actuel. Et surtout une tendance de fond inquiétante. En mai dernier, l'OCDE publiait un volumineux rapport intitulé *Tous concernés: pourquoi moins d'inégalité profite à tous*.

**LES RICHES
ONT (TROP)
GAGNÉ. NOTRE
SOCIÉTÉ EST
AUSSI
INÉGALE
QU'AU DÉBUT
DU 20^E SIÈCLE.**

Le document et Angel Gurría, secrétaire général de l'organisation sont formels: *"Nous avons atteint un point critique. Les inégalités dans les pays de l'OCDE n'ont jamais été aussi élevées depuis que nous les mesurons"*. Actuellement, les 10 % les plus riches cumulent un "revenu d'activité" (une rémunération) dix fois supérieur à celui des 10 % en bas de l'échelle. En 1980, c'était "seulement" sept fois. Ces courbes et ces pourcentages ont des conséquences très concrètes. Les inégalités pèsent sur la croissance, ce mantra pourtant sans cesse entonné par des hommes politiques qui y voient l'arme absolue justement, contre la précarité. Le FMI qui n'est pas l'institution la plus progressiste du monde, a ainsi récemment remis en cause un mythe néolibéral largement défendu par Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans les années 80. Ils étaient persuadés que les millionnaires et les milliardaires faisaient systématiquement avancer l'économie, au profit de tous, la richesse dégoulinant de leurs poches trop pleines pour arroser les moins natis. Selon le FMI, si les 20 % les plus riches grignotent 1 % supplémentaire de la richesse, le PIB va baisser légèrement pendant cinq ans. À l'inverse, si les plus pauvres rattrapent 1 % du gâteau, le PIB va croître. L'accroissement des inégalités nuit surtout aux 40 % de la population qui ont les revenus les plus bas et souffrent, rappelle l'OCDE, *"d'une mobilité sociale et professionnelle réduite"*.

Longtemps mise de côté, la question de l'inégalité est devenue un enjeu majeur. En expliquant les mécanismes de l'accroissement permanent du patrimoine des plus riches et montrant que notre société actuelle n'est pas moins inégale que celle du

→ début du siècle dernier, l'économiste Thomas Piketty avec son best-seller *Le capital au XXI^e siècle* (1,5 million d'exemplaires vendus) a contribué à populariser le débat, même si des polémiques sont nées autour de ses méthodes de calcul.

Qu'en est-il en Belgique? De façon générale, notre pays se structure autour d'une élite riche peu nombreuse, d'une vaste majorité de personnes à revenus intermédiaires et, aussi, de pas mal de personnes à revenu faible. 20 % des Belges détiennent 60 % du patrimoine national et les 10 % des citoyens les plus riches captent 20,8 % des revenus, tandis que les 40 % les plus pauvres n'en récoltent que 22,6 %. L'indice de Gini, qui permet de mesurer l'inégalité (plus on est proche de 0, plus le pays est égalitaire), s'améliore peu à peu en Belgique (0,268) et nous place dans les alentours de la Finlande, de la Suède ou de la Suisse et assez loin devant un pays beaucoup plus inégal comme les États-Unis.

Mais ce tableau chiffré, qui est somme toute logique pour un État très développé (17^e à l'indicateur de déve-

loppement humain), ne dit pas tout. Depuis les années 80, marquées par l'essor des politiques néolibérales, la Belgique reste un pays moins inégalitaire que beaucoup d'autres. Mais 21 % de sa population présente aujourd'hui un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Ces citoyens font face à l'un des trois risques suivants: la pauvreté monétaire (revenu inférieur à 1.085 € par mois pour une personne isolée et 2.279 € par mois pour un ménage avec deux adultes et deux enfants), une privation matérielle grave ou le fait de vivre dans un ménage où l'on travaille peu (1,5 % des Belges de moins de soixante ans).

“On sous-estime l'inégalité dans notre société, explique François Ghesquière, sociologue et collaborateur de l'Observatoire belge des inégalités. Mais pour s'en rendre compte, il suffit de lire ceci: au niveau du patrimoine, les 20 % de ménages les plus pauvres ne possèdent que 0,5 % du patrimoine. En clair: un Belge sur cinq n'a rien. Les inégalités de patrimoine sont de plus en plus importantes, et elles passent de génération en génération, car on hérite de quelque chose, ou l'on n'hérite de rien. Le salaire, principale source de revenus pour les familles en Belgique, lui, ne s'hérite pas.”

ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES?

À l'inégalité de patrimoine, s'ajoute un souci plus relatif d'inégalité salariale. François Ghesquière part du principe que toute inégalité de ce type est problématique. Dans notre pays les 20 % de salariés les plus riches gagnent 2,4 fois plus que les 20 % de salariés les plus pauvres. Mais notre pays s'en tire encore bien, par rapport aux Pays-Bas (plus de 3 fois), à l'Allemagne et au Royaume-Uni (plus de 4 fois). *“Nous sommes un peu après Malte et le Danemark. En Belgique, on n'a pas complètement deregulé le marché du travail, il y a une forme de couverture offerte par les conventions collectives et notre taux de syndicalisation est encore assez important (50 %). Ceci explique l'inégalité de salaire modérée dans notre pays.”*

En Belgique les femmes touchent, à l'année, plus de 20 % de moins que les hommes. Une partie de cet écart s'explique parce que les femmes travaillent davantage à temps partiel, et peuvent être actives dans des secteurs où la main-d'œuvre est principalement féminine et les salaires bas. *“Chez les hommes, précise François Ghesquière, on reste à 10 % de temps partiel et ça ne change pas selon la structure familiale, tandis que chez les femmes, les différences sont nettes. Plus une femme a d'enfants, plus elle aura tendance à travailler à temps partiel. On a donc une discrimination à l'emploi, où les hommes gagnent plus que les femmes, mais on voit aussi que pour les femmes c'est plus difficile d'accéder au marché du travail, et on a aussi une inégalité à la maison dans la répartition des tâches ménagères.”*

Comme le montre bien un rapport thématique de l'Observatoire bruxellois de la santé et du social, être une femme dans la capitale, c'est à la fois se frotter à des revenus inégaux, dans un univers de vie onéreux (loyers en augmentation, notamment), mais aussi au risque de se retrouver seule avec ses enfants. La famille monoparentale est en croissance constante (+7,4 % entre 2009 et 2014) et dans 8,6 cas sur 10, c'est la maman qui est à sa tête.

De façon plus générale, François Ghesquière dénonce la tendance du discours politique à déconnecter *“la pauvreté de la question des salaires. On nous parle de compétitivité, de la nécessité de ne pas trop augmenter les salaires d'un côté. Et de l'autre on nous parle de seuil de pauvreté et qu'il faut combattre cela, sans prendre en compte que ce seuil est mécanique et que si vous êtes situé cinq euros au-dessus, vous ne serez pas sous ce seuil mais aurez une vie difficile quand même. Le salaire, principale source de revenus des ménages, et la pauvreté sont intimement liés, et selon les revenus, évidemment, quelqu'un pourra être propriétaire ou sera locataire, ce qui aura un effet sur ses conditions de vie, ou alors une femme gagnera moins qu'un homme ce qui la mettra dans une situation de dépendance au sein du ménage”*.

L'inégalité n'est jamais une simple affaire d'argent dans un portefeuille, même si elle se révèle plus aisément à travers ce prisme dans les statistiques officielles. Elle se retrouve au cœur d'un système, et se connecte à une série de facteurs qui l'aggravent. *“Dans les médias, dans l'espace public, dans le discours des hommes politiques, j'ai l'impression que l'inégalité est présentée comme un malheureux problème technique, et qu'il suffirait de quelques réformes pour changer tout, déclare Joël Girès, sociologue à l'ULB. Mais c'est beaucoup plus profond et inerte que cela. On a une articulation inconsciente d'éléments où un certain nombre de personnes cumulent les avantages (hauts salaires, meilleure santé, plus de titres scolaires) tandis que d'autres cumulent les handicaps (emplois moins favorables, durée de vie moins longue, logements plus petits et moins salubres dans des quartiers défavorisés). Un paradoxe m'énerve: on nous parle tout le temps d'égalité des chances, mais dans les faits les inégalités augmentent. Du coup, on a l'impression que les choses s'améliorent et en fait, non.”* Récemment, Girès a notamment travaillé sur les couples et la manière dont ils se forment. Un mécanisme profondément intime, qui ne prend pas en compte les classes sociales? Absolument pas. Là aussi, notre société est inégalitaire. Seuls 13 % des couples sont formés d'une personne diplômée du supérieur et d'une autre du secondaire inférieur. Une fois sur trois, les cadres dirigeants se mettent ensemble. Par contre, il arrive moins de une fois sur dix qu'un couple comprenne un cadre dirigeant et un ouvrier ou employé peu qualifié. Cette homogamie, qui s'explique en partie par une fréquentation des mêmes lieux, va ainsi faciliter la reproduction des inégalités.

“On nous dit que l’université s’est démocratisée, poursuit Girès, mais en réalité ceux qui n’ont pas de parents diplômés et viennent de classes populaires n’y ont que peu accès, alors qu’elle est pourtant identifiée comme un service public. Au niveau géographique, on a des inégalités spatiales: tout le monde n’habite pas à Ixelles ou à Molenbeek.” Ce qui, là encore, tend à empêcher encore la mixité sociale, et la possibilité de “changer” de classe. *“On nous parle de communautarisme pour les personnes de telle ou telle confession ou d’origine étrangère, mais il faut se rendre compte que toute la société est communautarisée, divisée, hiérarchisée.”*

➔ Sur le plan de la santé, la Belgique recèle aussi son lot d’inégalités. La simple vision d’une carte de la mortalité révélera qu’on vit plus vieux quasiment partout en Flandre qu’en Wallonie. Et que, bien sûr, les communes les plus pauvres sont celles où l’on vit le moins longtemps. Pour Myriam De Spiegelaere, médecin en santé publique et professeur à l’ULB, *“les inégalités sociales face à la santé se situent en amont des soins, et l’on*

peut avoir un système tout à fait égalitaire d’accès aux soins de santé et quand même avoir des inégalités de santé”. Ainsi, si des mesures telles que le maximum à facturer et l’intervention majorée sont *“très intéressantes”*, il est nécessaire d’avoir une vision globale. *“On met beaucoup d’argent pour réduire les inégalités d’accès aux soins de santé mais il serait peut-être mieux dépensé en dehors du système de soins pour réduire les inégalités sociales. Si les gens étaient mieux logés, avec des conditions de travail plus acceptables, on éviterait des soins coûteux.”*

Selon Myriam De Spiegelaere, l’accroissement de la précarité influe sur la santé physique et notamment sur la santé mentale. *“Les invalidités pour problèmes mentaux augmentent. On a chez des gens en situation très difficile des phénomènes de négation du corps, ils ne ressentent plus la douleur, cela augmente leur désinsertion, ils ne peuvent plus vivre dans un logement. Mais, de façon plus large, nous avons aussi des personnes qui stressent face aux factures, ne peuvent plus faire face, tombent en dépression et leur situation sociale peut s’aggraver.”*

À Bruxelles, les ménages sans revenus du travail, donc dans une situation d’inégalité forte, augmentent. *“Or, on sait que vivre dans un ménage de ce type-là double le risque qu’un enfant décède avant l’âge d’un an. Si le nombre de ménages sans revenus augmente, cela aura un impact sur la santé. Sur l’autre versant, les populations les plus riches vont pouvoir, exclusivement, disposer des technologies de santé les plus récentes, au détriment des autres. Et cela pose la question de comment on va faire pour éviter la privatisation des soins de santé.”*

Revenus, emploi, santé, éducation et même vie en couple, des pans entiers de notre vie en société sont vrillés par

les inégalités. Selon Joël Girès, la solution viendra des mouvements de contestation (*“pas évident quand on voit la façon dont on attaque les syndicats”*) et d’actions sociales plus concrètes. *“Il faut changer la politique autour de la lutte contre la pauvreté. Dans les termes actuels, on donne l’impression qu’il s’agit à chaque fois d’accidents de vie et qu’il faudrait que ces gens développent des efforts individuels plus importants. On réduit les allocations pour “activer” les gens dans leur recherche, empiler les formations, alors que c’est de notoriété publique qu’il n’y a pas assez d’offres d’emploi. Les politiques publiques créent de la pauvreté et de l’inégalité et en plus elles disent le contraire.”*

Il propose, lui, d’inverser la vapeur pour se diriger vers une société moins inégalitaire: réinstaurer un impôt plus

progressif, léger pour les classes populaires, plus important pour les supérieures - et oser davantage de taxation sur le capital.

Mais au-delà des moyens politiques, les arguments pour une société plus égale se sont accumulés au cours des dernières années. Les médecins Kate Pickett et Richard Wilkinson ont ainsi prouvé dans *Pourquoi l’égalité est meilleure pour tous* que les pays inégalitaires rencontraient bien plus de problèmes de santé mentale et physique, d’éducation, d’abus de drogues, d’obésité, d’implication dans la vie communautaire et de violence. En filigrane, leur message est limpide. Même si on est riche, on a tout intérêt à vivre dans une société où la qualité de vie est bonne pour tout le monde.

✘ Quentin Noirfalisse

**MEME
LES RICHES
AURAIENT
INTÉRÊT À
VIVRE DANS
UNE SOCIÉTÉ
PLUS ÉGALE.**

Inégalités.be

En Belgique, 50 % des personnes d'origine marocaine et turque survivent sous le seuil de pauvreté. Contre 10 % des Belges. À Bruxelles, le chômage ne provient pas forcément d'un manque de qualification des chômeurs. C'est le genre d'information que l'on peut retrouver sur le site de l'Observatoire belge des inégalités, lancé par des universitaires en mars dernier, en partie sur inspiration de son équivalent français.

"Dans les universités, on a accès à beaucoup de données et de résultats sur les inégalités, qui sont une thématique centrale en sciences sociales, explique Joël Girès, l'un des initiateurs du projet. Il y a un écart important entre cette quantité de recherche et le manque d'accès à celle-ci dans l'espace public." Signe de ce manque de visibilité des inégalités, le domaine inegalites.be était encore libre. Depuis mars dernier et le lancement de l'Observatoire, plusieurs articles, pas vulgarisateurs mais accessibles au grand public, ont été publiés et démontrent déjà la palette des inégalités dans notre société. "On espère que diffuser de la connaissance servira à ceux qui veulent une société moins inégalitaire. On participe à cette bataille en faisant ce que l'on sait faire: écrire."

➔ www.inegalites.be

Le triste record de l'Afrique du Sud

Un économiste qui se rend au Cap, en octobre, pour donner une conférence. A priori, pas de quoi fouetter un chat. Sauf quand cet économiste s'appelle Thomas Piketty, qu'il est devenu une star grâce à son livre *Le capital au XXI^e siècle*, qui ausculte l'accumulation du patrimoine par quelques rares nantis, et qu'il se rend dans le pays émergent le plus inégal de la planète.

En Afrique du Sud, 10 % de la population accapare plus de 60 % du revenu. Piketty entame et finit d'ailleurs son livre sur le récit de la grève de Marikana, dans une mine de platine, où 34 manifestants sont tués par la police après s'être révoltés pour demander une augmentation de leur salaire. L'Afrique du Sud était, durant l'apartheid, un État entièrement inégal et raciste, bien sûr. Sauf que, même depuis 1993 et l'arrivée de Nelson Mandela au pouvoir, les inégalités n'ont cessé d'augmenter. L'éducation, souvent considérée comme un moyen-clé de réduire les écarts, est bien financée (20 % du budget) et les jeunes Sud-Africains vont deux fois plus longtemps à l'école que leurs parents. Mais ce n'est pas encore assez pour relever ce défi bien connu de pays comme le nôtre, qui prend en Afrique du Sud des proportions dantesques: le nombre de travailleurs faiblement qualifiés, condamnés à l'immobilité sociale et aux bas revenus.

Qui désire vraiment l'égalité?

La question peut choquer, mais elle est pourtant essentielle, alors que le fossé entre les plus riches et les plus pauvres se creuse sans que personne ne semble vraiment pouvoir l'empêcher. Patrick Savidan, philosophe français et président de l'Observatoire français des inégalités, souligne un paradoxe dans son dernier livre *Voulons-nous vraiment l'égalité?*: huit Français sur dix déclarent aspirer à une société plus égale mais très peu, finalement, mettent la main à la pâte pour y parvenir.

Pire: ils optent souvent pour des choix privés qui n'améliorent pas la situation, comme lorsqu'ils évitent de mettre leurs enfants dans des écoles à forte mixité sociale ou bien d'habiter dans un quartier accueillant des classes inférieures.

Savidan envisage deux pistes de réponse. Tout d'abord, notre société doute profondément de sa capacité à changer réellement les choses. Ensuite, Savidan nous explique que dans un contexte où nous sommes en perte de repères

(le présent qui s'accélère, un passé et un futur incertains), nous envions les riches et l'oligarchie pour leur capacité à s'abriter de la précarité et de l'incertitude. Pour parvenir, justement, à maîtriser leur situation, les êtres humains seraient davantage enclins à se concurrencer entre eux. Quitte à remettre en cause la solidarité et la redistribution.

➔ **VOULONS-NOUS VRAIMENT L'ÉGALITÉ?**, Patrick Savidan, Albin Michel, 350 p.